C★E★R★M★T★R★I
FONDS
O. C. I.
- PARIS -

NUMÉRO SPÉCIAL 226 — 9 NOVEMBRE 1934 — PRIX : 0 fr. 50 — 8, RUE LEGOUVE, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

Il s'agit de ton sort,

Travailleur de France !

OU VA LA FRANCE ?

Au lecteur

Il s'agit de ton sort, ouvrier et paysan de France. Dans la période présente, c'est la peau et celle des tiens qui sont en cause. On disait pour l'Allemagne « ce n'est pas l'Italie », et Hitler triompha. Maintenant, c'est l'Espagne ouvrière qui est torturée. La réaction te menace à ton tour. En même temps que la tache noire de la réaction s'étend sur l'Europe, c'est le danger de guerre qui grandit de jour en jour. Il s'agit de ton sort, travailleur de France.

Depuis l'émeute réactionnaire du 6 février régnait la « trève ». Le gouvernement Doumergue se disloque. Au moment où nous rédigeons ces lignes, nous ignorons quelle sera la combinaison gouvernementale future. Mais qui ne comprend combien comptent de moins en moins aujourd'hui les manigances des couloirs du Parlement : les bandes réactionnaires sont mobilisées dans leurs permanences; les organisations ouvrières ont fait appel à la vigilance de leurs adhérents et des travailleurs; dans les casernes, l'armée, la police, les gardes mobiles sont alertées. Si même la crise ouverte par la chute de Doumergue se résoud cette fois-ci encore sans que se produisent des conflits de rue, sans que la guerre civile éclate, qui peut se faire la moindre illusion sur le peu de stabilité de la nouvelle formation ministérielle. Ce ne peut être que partie remise.

La nation française est grosse de bouleversements sociaux immenses. Révolution ou contre-révolution. Il dépend des militants révolutionnaires de mener le prolétariat à la victoire. Pour cela, il leur faut voir clairement la situation, en tirer les conséquences inexorables et agir.

Depuis plusieurs mois, aussi bien avant notre entrée dans les rangs du Parti socialiste que depuis cette entrée, nous n'avons cessé de tracer la voie du combat et de la victoire. Chaque numéro de « la Vérité » a tracé cette voie.

Dans la brochure publiée ci-dessous, la commission que notre tendance avait chargée de sa rédaction, a voulu rassembler, sous la forme la plus simple et la plus expressive l'essentiel de ce que chaque révolutionnaire doit développer sur la situation présente et ses tâches. Pourquoi faire? Pour que chacun de ceux qui la lira — éloquent ou non, militant connu ou obscur — dise dans sa section, dans son rayon, dans son syndicat, dans son usine, parmi ses voisins, dans les termes même de cette brochure, ce qu'il faut faire sans aucun retard, pour qu'il ait réponse à tous les arguments fallacieux de ceux qui ont capitulé par avance. Ce n'est pas un texte bien poli que nous présentons aux curieux; nous avons voulu donner au travailleur une arme de propagande allant de pair avec l'arme tout court dont chaque travailleur doit se munir.

Cette étude que nous éditerons bientôt sous forme de brochure doit exercer une influence considérable sur l'orientation des militants, en premier lieu, sur celle des socialistes de gauche. Pas une section socialiste où cette brochure n'y soit diffusée; pas une assemblée ouvrière où elle ne soit répandue. A tous nos amis, à tous les socialistes qui, après l'avoir lue, voudront faire leur devoir de classe, nous faisons un appel chaleureux pour entrer en rapport avec nous et coordonner sur les points principaux leur activité avec la nôtre.

Afin de permettre à chacun de se consacrer largement à la diffusion de ce numéro dont nous avons fait un tirage supplémentaire, nous ne publierons le prochain numéro de « la Vérité » que dans 15 jours, le 24 novembre 1934. Ce numéro sera consacré à la Révolution d'Octobre; nous y exposerons notre position sur le problème de l'U. R. S. S.

Affirmons dès maintenant : la meilleure façon de célébrer l'anniversaire d'Octobre, c'est de faire triompher ses méthodes en France. Camarades, vous y contribuerez en assurant immédiatement à ce numéro toute la portée politique que les événements exigent de lui donner.

Le Secrétariat de la tendance
bolcheviste-léniniste de la S. F. I. O :
BOITEL, CRAIPEAU, FRANK, MOLINIER.

Dans ces pages, nous voulons expliquer aux ouvriers avancés quel sort attend la France dans les années qui viennent. Pour nous, la France, ce n'est ni la Bourse, ni les banques, ni la grande presse, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Eglise, — tous ceux-là, ce sont les oppresseurs de la France, — mais c'est la classe ouvrière et les paysans exploités.

I

L'EFFONDREMENT DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Après la guerre se produisit une série de révolutions, qui remportèrent de brillantes victoires : en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, plus tard en Espagne. Mais c'est seulement en Russie que le prolétariat a conquis pleinement le pouvoir dans ses mains, a exproprié ses exploiteurs et a su, grâce à cela, créer et maintenir un Etat ouvrier. Dans tous les autres le prolétariat, malgré la victoire, s'est arrêté, par la faute de sa direction, à mi-chemin. Le résultat en fut que le pouvoir s'est échappé de ses mains et, se déplaçant de gauche à droite, est devenu la proie du fascisme. Dans une série d'autres pays, le pouvoir est tombé dans les mains d'une dictature militaire. Dans aucun de ces pays, le parlement ne s'est trouvé avoir la force de concilier les contradictions des classes et d'assurer une marche pacifique de l'évolution. Le conflit s'est résolu les armes à la main.

Certes, chez nous, en France on a pensé longtemps que le fascisme n'avait rien à voir avec nous. C'est que nous avons une république, que toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais, le 6 février, quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le gouvernement réactionnaire Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à croitre et à s'armer. Que nous prépare demain ?

Certes, en France, comme dans certains autres pays d'Europe (Angleterre, Belgique, Hollande, Suisse, pays scandinaves), il existe encore un Parlement, des élections, des libertés démocratiques ou leur débris. Mais dans tous ces pays la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'elle s'est développée auparavant en Italie et en Allemagne. Qui se console avec la phrase : « La France n'est pas l'Allemagne », est un imbécile sans espoir. Dans tous les pays agissent maintenant les mêmes lois historiques : ce sont celles de la décadence capitaliste. Si les moyens de production continuent à rester dans les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'y a pas de salut pour la société. Elle est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Dans les divers pays les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est le même partout. **LA BOURGEOISIE A MENE SA SOCIETE A UNE BANQUEROUTE COMPLETE.** Elle n'est capable d'assurer au peuple ni du pain ni la paix. **C'EST PRECISEMENT POURQUOI ELLE NE PEUT SUPPORTER PLUS LONGTEMPS L'ORDRE DEMOCRATIQUE.** Elle est contrainte d'écraser les ouvriers à l'aide de la violence physique. Mais on ne peut pas venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans par la police seule. Faire marcher l'armée contre le peuple, c'est trop souvent impossible : elle commence par se décomposer et cela s'achève par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pourquoi le grand capital est contraint de créer des bandes armées particulières, spécialement dressées contre les ouvriers, comme certaines races de chien sont dressées contre le gibier. **LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DU FASCISME EST D'ECRASER LA CLASSE OUVRIERE, DE DETRUIRE SES ORGANISATIONS, D'ETOUFFER LA LIBERTE POLITIQUE A L'HEURE OU LES CAPITALISTES S'AVERENT DEJA INCAPABLES DE DIRIGER ET DE DOMINER A L'AIDE DE LA MECANIQUE DEMOCRATIQUE.**

II

LE COMMENCEMENT DU BONAPARTISME EN FRANCE

En France le mouvement de la démocratie vers le fascisme n'en est encore qu'à sa première étape. Le Parlement existe, mais il n'a plus les pouvoirs d'autrefois et il ne les reprendra plus jamais. Morte de peur, la majorité du Parlement a, après le 6 février, appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement. Il s'appuie non pas sur la majorité « démocratiquement » élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et l'armée. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires et, en général, pour les serviteurs de l'Etat. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, sur le sommet duquel il puisse se tenir sans danger de tomber. La majorité parlementaire est contrainte de s'incliner devant Doumergue, dans sa frayeur devant les fascistes et devant le « front commun ».

Actuellement on écrit beaucoup sur la « réforme » prochaine de la Constitution, sur le droit de dissolution de la Chambre des députés, etc. Toutes ces questions n'ont qu'un intérêt juridique. Dans le sens politique la question est déjà résolue. La réforme s'est accomplie sans voyage à Versailles. L'apparition sur l'arène de bandes fascistes armées a donné la possibilité au grand capital de s'élever au-dessus du Parlement. C'est en cela que consiste maintenant l'essence de la Constitution française. Tout le reste n'est qu'illusions, phrases ou tromperie consciente.

Le rôle actuel de Doumergue (comme de ses successeurs possibles, dans le genre du maréchal Pétain ou de Tardieu) n'est pas une chose nouvelle. C'est un rôle analogue à celui que, dans d'autres conditions, jouèrent Napoléon I^er^ et Napoléon III. L'essence du bonapartisme consiste en ceci : s'appuyant sur la lutte de deux camps, il « sauve », à l'aide d'une dictature bureaucratico-militaire, la « nation ». Napoléon I^er^ représenta le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III, c'est celui du moment où, sur le crâne de la bourgeoisie, apparait déjà la calvitie. En la personne de Doumergue, nous rencontrons le bonapartisme sénile du déclin capitaliste.

Le gouvernement Doumergue, c'est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir l'équilibre de Doumergue, il faut à celui-ci à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve — non pas sur le papier, mais dans la réalité - les Jeunesses Patriotes, les Croix de Feu, les Camelots du Roi, etc., c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient.

Des oscillations temporaires de tel ou tel côté sont bien entendu possibles. Ainsi, une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux quelque écart « à gauche ». Doumergue ferait place pour un moment non pas à Tardieu, mais à Herriot. Mais, premièrement, on n'a jamais dit que les fascistes feraient une tentative prématurée de coup d'Etat. Deuxièmement, un écart temporaire à gauche dans les sommets ne changerait pas la direction générale du développement, il ne ferait qu'ajourner un peu le dénouement.

Pour revenir en arrière, à une démocratie pacifique, il n'y a pas de voie. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.

III

LE BONAPARTISME SERA-T-IL DE LONGUE DUREE ?

Combien de temps peut se maintenir l'actuel régime bonapartiste de transition ? Ou autrement dit : **combien de temps reste-t-il au prolétariat pour se préparer au combat décisif ?** A cette question il est impossible, naturellement, de répondre exactement. Mais on peut cependant établir quelques données pour apprécier la vitesse du développement de tout le processus. L'élément le plus important pour pouvoir juger, c'est la question du devenir du **parti radical.**

Par son apparition, le bonapartisme actuel est lié, comme on l'a dit, à un commencement de guerre civile entre les camps politiques extrêmes. Son principal appui matériel, il le trouve dans la police et dans l'armée. Mais il a aussi un appui politique à gauche : c'est le parti radical-socialiste. La base de ce parti de masse est constituée par la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. Les sommets du parti sont formés par les agents « démocratiques » de la grande bourgeoisie, qui ont donné de loin en loin au peuple des petites réformes et le plus souvent des phrases démocratiques, l'ont sauvé chaque jour (en paroles) de la réaction et du cléricalisme, mais dans toutes les questions importantes ont fait la politique du grand capital.

Sous la menace du fascisme, et encore plus du prolétariat, les radicaux-socialistes se sont trouvés contraints de passer du camp de la « démocratie » parlementaire dans le camp du bonapartisme. Comme le chameau sous le fouet du chamelier, le radicalisme s'est mis sur ses quatre genoux, pour permettre à la réaction capitaliste de s'asseoir entre ses bosses. **Sans le soutien politique des radicaux le gouvernement Doumergue serait, au moment présent, encore impossible.**

Si l'on compare l'évolution politique de la France à celle de l'Allemagne, le gouvernement Doumergue et ses successeurs possibles correspondent aux gouvernements Brüning, Papen, Schleicher, qui comblèrent l'intervalle entre la démocratie de Weimar et Hitler. Il y a, pourtant, une différence qui, politiquement, peut prendre une importance énorme. Le bonapartisme allemand est entré en scène quand les partis démocratiques avaient fondu, tandis que les nazis croissaient avec une force prodigieuse. Les trois gouvernements bonapartistes d'Allemagne, ayant un très faible appui politique propre, se trouvaient en équilibre sur une corde tendue au-dessus de l'abime entre les deux camps hostiles : **LE PROLETARIAT ET LE FASCISME.** Tous ces trois gouvernements tombèrent rapidement. Le camp du prolétariat était alors scindé, non préparé pour la lutte, désorienté ou trahi par les chefs. Les nazis purent prendre le pouvoir sans combat.

Le fascisme français ne représente pas encore maintenant une force de masse. Par contre, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr et pas très stable, mais de masse, dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de son appui, le radicalisme est un parti de la petite-bourgeoisie. Et le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite-bourgeoisie. En d'autres termes, **EN FRANCE LE FASCISME PEUT SE DEVELOPPER AVANT TOUT SUR LE COMPTE DES RADICAUX.** Ce processus se produit déjà actuellement, mais il se trouve encore à son premier stade.

IV

LE ROLE DU PARTI RADICAL

Les dernières élections cantonales ont donné les résultats qu'on pouvait et devait en attendre : les flancs, c'est-à-dire les réactionnaires et le bloc ouvrier, ont gagné, et le centre, c'est-à-dire les radicaux, perdu. Mais gains et pertes sont encore infimes. S'il s'était agi d'élections parlementaires, ces phénomènes auraient pris, sans aucun doute, des dimensions plus considérables. Les déplacements qui se sont marqués ont, pour nous, une importance non pas en eux-mêmes, mais seulement en tant que symptômes de changements dans la conscience des masses.

ILS MONTRENT QUE LE CENTRE PETIT-BOURGEOIS A DEJA COMMENCE A FONDRE EN FAVEUR DES DEUX CAMPS EXTREMES. CELA VEUT DIRE QUE LES RESTES DU REGIME PARLEMENTAIRE VONT ETRE RONGES DE PLUS EN PLUS; LES CAMPS EXTREMES VONT CROITRE; LES HEURTS ENTRE EUX APPROCHENT. IL N'EST PAS DIFFICILE DE COMPRENDRE QUE CE PROCESSUS EST ABSOLUMENT INEVITABLE.

Le parti radical est le parti à l'aide duquel la grande bourgeoisie maintenait les espoirs de la petite-bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation. Ce rôle des radicaux ne fut possible qu'aussi longtemps que la situation économique de la petite-bourgeoisie restait supportable, tolérable, aussi longtemps qu'elle ne subissait pas une ruine massive, qu'elle gardait espoir en l'avenir. Certes, le programme des radicaux est toujours resté un simple morceau de papier. Les radicaux n'ont accompli aucune réforme sociale sérieuse en faveur des travailleurs et ne pouvaient en accomplir, — cela ne leur eût pas été permis par la grande bourgeoisie, dans les mains de laquelle sont tous les véritables leviers du pouvoir : les banques et la Bourse, la grande presse, les hauts fonctionnaires, la diplomatie, l'état-major. Mais ce sont quelques petites aumônes, surtout dans le cadre de la province, qu'obtenaient les radicaux de temps à autre, en faveur de leur clientèle, maintenant par là les illusions des masses populaires. Ainsi en allait-il jusqu'à la dernière crise. Actuellement, pour le paysan le plus arriéré, il devient clair qu'il s'agit non pas d'une crise passagère ordinaire, comme il y en eut pas mal avant la guerre, mais d'une crise de tout le système social. Il faut des mesures hardies et décisives, lesquelles ? Le paysan ne le sait pas. Personne ne le lui a dit, comme il l'eût fallu.

Le capitalisme a porté les moyens de production à un tel niveau qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires, ruinés par le même capitalisme. Par cela même, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Le capitalisme non seulement ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même seulement de petites aumônes, il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée dans une époque de **contre-réformes** économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses est provoquée non pas par les caprices de la réaction, mais par la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental, qui doit être assimilé par chaque ouvrier, s'il ne veut pas qu'on le dupe avec des phrases creuses.

C'est précisément pourquoi les partis réformistes démocratiques se décomposent et perdent leurs forces l'un après l'autre dans toute l'Europe. C'est le même sort qui attend également les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la trahison de Herriot devant la pire réaction sont le résultat de causes fortuites, temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non ! Les grands phénomènes politiques doivent toujours avoir de profondes causes sociales. **LA DECADENCE DES PARTIS DEMOCRITIQUES EST UN PHENOMENE UNIVERSEL** qui a ses raisons dans la décadence du capitalisme même. La grande bourgeoisie dit aux radicaux : « Maintenant, ce n'est plus le moment de plaisanter ! Si vous ne cessez pas de faire des coquetteries aux socialistes et de flirter avec le peuple en lui promettant monts et merveilles, alors j'appelle les fascistes. Comprenez bien que le 6 février ne fut qu'un premier avertissement ! » Après quoi le chameau radical se met sur ses quatre genoux. Il ne lui reste rien d'autre à faire.

Si le prolétariat révolutionnaire

Mais le radicalisme ne trouvera pas son salut dans cette voie. Liant, aux yeux de tout le peuple, son sort au sort de la réaction, il abrège inévitablement sa fin ! La perte de voix et de mandats aux élections cantonales n'est qu'un commencement. Puis le processus d'effondrement du parti radical ira de plus en plus vite. Toute la question est de savoir en faveur de qui : de la révolution prolétarienne ou du fascisme, se fera cet effondrement inévitable, irrésistible.

Celui qui présentera le premier, le plus largement, le plus hardiment aux classes moyennes, le programme le plus convaincant, et — c'est là le plus important — conquerra leur confiance, en leur montrant en paroles et en fait qu'il est capable de briser tous les obstacles sur la voie d'un avenir meilleur — le socialisme révolutionnaire ou la réaction fasciste ?

De cette question dépend le sort de la France, pour de nombreuses années. Non seulement de la France, mais de toute l'Europe. Non seulement de l'Europe, mais du monde entier.

V

LES « CLASSES MOYENNES » LE PARTI RADICAL ET LE FASCISME

Depuis le moment de la victoire des nazis en Allemagne, dans les partis et les groupes de « gauche » français on fait beaucoup de discours sur la nécessité de se tenir près des « classes moyennes » pour barrer la route au fascisme. La fraction Renaudel et Cie s'est séparée du Parti Socialiste avec le but spécial de se rapprocher des radicaux. Mais à l'heure même où Renaudel, qui vit sur les idées de 1848, tendait les deux mains à Herriot, ce dernier avait les deux mains prises : l'une par Tardieu, l'autre par Louis Marin.

De là, pourtant, il ne s'ensuit pas du tout que la classe ouvrière puisse tourner le dos à la petite-bourgeoisie, en la laissant à son malheur. Oh, non ! Se **rapprocher des paysans et des petites gens des villes, les attirer de notre côté, c'est la condition nécessaire du succès de la lutte contre le fascisme, sans même parler de la conquête du pouvoir.** Il faut seulement poser d'une façon juste le problème. Mais pour cela il faut comprendre clairement quelle est la nature des « classes moyennes ». Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales, sans examiner quel contenu social elles recouvrent.

La société contemporaine se compose de trois classes : la grande bourgeoisie, le prolétariat et les « classes moyennes », ou petite bourgeoisie. Les relations entre ces trois classes déterminent en fin de compte la situation politique dans le pays. Les classes fondamentales de la société sont la grande bourgeoisie et le prolétariat. **Seules ces deux classes peuvent avoir une politique PROPRE, claire et conséquente.** La petite bourgeoisie se distingue par sa dépendance économique et son hétérogénéité sociale. Sa couche supérieure touche immédiatement la grande bourgeoisie. La couche inférieure se fond avec le prolétariat et tombe même à l'état de lumpen-prolétariat. Conformément à sa situation économique, **la petite-bourgeoisie ne peut avoir de politique propre. Elle oscille toujours entre les capitalistes et les ouvriers.** Sa propre couche supérieure la pousse à droite; ses couches inférieures, opprimées et exploitées, sont capables, dans certaines conditions, de tourner brusquement à gauche. C'est par ces relations contradictoires des différentes couches des « classes moyennes » qu'est toujours déterminée la politique confuse et absolument inconsciente des radicaux, leurs hésitations entre le cartel avec les socialistes, pour calmer la base, et le bloc national avec la réaction capitaliste, pour sauver la bourgeoisie. **LA DECOMPOSITION DEFINITIVE DU RADICALISME COMMENCE AU MOMENT OU LA GRANDE BOURGEOISIE, ELLE-MEME DANS L'IMPASSE, NE LUI PERMET PLUS D'OSCILLER.**

La petite-bourgeoisie, en la personne des masses ruinées des villes et des campagnes, commence à perdre patience. Elle prend une attitude de plus en plus hostile envers sa propre couche supérieure; elle se convainc en fait de l'inconsistance et de la perfidie de sa direction politique. Le paysan pauvre, l'artisan, le petit commerçant se convainquent en fait qu'un abime les sépare de tous ces maires, de tous ces avocats, de tous ces arrivistes politiques, dans le genre de Herriot, Daladier, Chautemps et Cie, qui, par leur mode de vie et par leurs conceptions, sont de grands bourgeois. C'est précisément cette désillusion de la petite-bourgeoisie, son impatience, son désespoir que le fascisme exploite. Ses agitateurs stigmatisent et maudissent la démocratie parlementaire qui épaule les carriéristes et les staviskrates, mais ne donne rien aux petits travailleurs. Eux, ces démagogues, dressent le poing à l'adresse des banquiers, des gros commerçants, des capitalistes. Ces paroles et ces gestes répondent aux sentiments des petits propriétaires, tombés dans une situation sans issue. Les fascistes montrent de l'audace, descendent dans la rue, s'attaquent à la police, tentent par la force de chasser le Parlement. Cela en impose au petit bourgeois tombés dans ledésespoir. Il se dit : **« Les radicaux, parmi lesquels il y a trop de coquins, se sont vendus définitivement aux banquiers; les socialistes promettent depuis longtemps d'anéantir l'exploitation, mais ils ne passent jamais des paroles aux actes; les communistes, on ne peut rien y comprendre : aujourd'hui c'est une chose, demain c'en est une autre; il faut voir si les fascistes ne peuvent pas apporter le salut ».**

VI

LE PASSAGE DES CLASSES MOYENNES DANS LE CAMP DU FASCISME EST-IL INEVITABLE ?

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent que la petite bourgeoisie est attachée avant tout à la démocratie et que c'est précisément pourquoi il faut se joindre aux radicaux. Quelle monstrueuse aberration ! La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite-bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille de la noix, mais de son amande. Elle cherche à se sauver de la misère et de la ruine. **Que la démocratie s'avère impuissante — et au diable la démocratie !** Ainsi raisonne ou sent chaque petit bougeois.

Dans la révolte grandissante des couches inférieures de la petite bourgeoisie contre ses propres couches supérieures, « instruites », municipales, cantonales et parlementaires, se trouve la principale source sociale et politique du fascisme. A cela il faut ajouter la haine de la jeunesse intellectuelle écrasée par la crise, pour les avocats, les professeurs, les députés et les ministres parvenus. Ici aussi, par conséquent, les intellectuels petits bourgeois inférieurs se rebellent contre leurs sommets.

Cela signifie-t-il que le passage de la petite-bourgeoisie sur la voie du fascisme soit inévitable, inéluctable ? Non, une telle conclusion serait du fatalisme honteux.

Ce qui est réellement inévitable, inéluctable, c'est la fin du radicalisme et de tous les groupements politiques qui lient leur sort au sien.

Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès « pacifique ». Quelle que soit la voie par laquelle passe le développement à venir de la France, le radicalisme disparaitra de la scène, rejeté et honni par la petite-bourgeoisie, qu'il a définitivement trahie.

Que notre prédiction réponde à la réalité, tout ouvrier conscient s'en convaincra dès maintenant sur la base des faits et de l'expérience de chaque jour. De nouvelles élections apporteront aux radicaux des défaites. Des couches vont se séparer d'eux les une après les autres, les masses populaires en bas, les groupes de carriéristes effrayés en haut. Des départs, des scissions, des trahisons vont suivre d'une façon ininterrompue. **Aucune manœuvre et aucun bloc ne sauveront le parti radical.** Il entrainera avec lui dans l'abime le « parti » de Renaudel-Déat et Cie. La fin du parti radical est le résultat inévitable du fait que la société bourgeoise ne peut plus venir à bout de ses difficultés à l'aide de méthodes soi-disant démocratiques. La scission entre la base de la petite-bourgeoisie et le sommet est inévitable.

Mais cela ne signifie pas du tout que les masses qui suivent le radicalisme doivent **infailliblement** reporter leurs espoirs sur le fascisme. Certes, la partie la plus démoralisée, la plus déclassée et la plus avide de la jeunesse des classes moyennes a déjà porté son choix dans cette direction. C'est à ce réservoir que se forment surtout les bandes fascistes. Mais les lourdes masses des villes et des campagnes n'ont pas encore fait leur choix. Elle hésitent devant une grande décision. C'est précisément parce qu'elles hésitent qu'elles continuent encore, mais déjà sans confiance, à voter pour les radicaux. Cette situation d'hésitation, d'irrésolution ne durera pourtant pas des années, mais des mois.

LE DEVELOPPEMENT POLITIQUE VA PRENDRE DANS LA PERIODE QUI VIENT UN RYTHME FEBRILE. LA PETITE BOURGEOISIE NE REPOUSSERA LA DEMAGOGIE DU FASCISME QUE SI ELLE MET SA FOI DANS LA REALITE D'UNE AUTRE VOIE. MAIS L'AUTRE VOIE, C'EST LA VOIE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

VII

EST-IL VRAI QUE LA PETITE BOURGEOISIE CRAINT LA REVOLUTION ?

Des routiniers parlementaires, qui croient être des connaisseurs du peuple, aiment à répéter : **« Il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, elles n'aiment pas les extrêmes. »** Sous cette forme générale cette affirmation est absolument fausse. Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre, tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère que demain elles iront encore mieux.

Mais quand cet esprit est perdu, il entre facilement en rage et est prêt à se livrer aux mesures les plus extrêmes. Sinon, comment aurait-il pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérées voient avant tout dans le fascisme une force combative contre le grand capital et croient, qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme se servira des poings pour établir plus de « justice ». Le paysan et l'artisan sont, à leur manière, des réalistes : ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings.

Il est faux, trois fois faux d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne va pas aux partis ouvriers parce qu'elle craint les « mesures extrêmes ». Bien au contraire. **La petite bourgeoisie inférieure, ses grandes masses ne voient dans les partis ouvriers que des machines parlementaires, ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne croient pas qu'ils soient capables de lutter, qu'ils soient prêts à mener cette fois la lutte jusqu'au bout.**

Et s'il en est ainsi, est-ce la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche ? Voilà comment raisonne ou sent le propriétaire à demi-exproprié, ruiné et révolté. Sans compréhension de cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires, etc. — psychologie qui découle de la crise sociale — il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite-bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef », qui lui inspire confiance. Ce chef individuel ou collectif, c'est-à-dire un personnage ou un parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées; d'une « **poussière humaine** » — selon l'expression de Trotsky — il fait des détachements de combat. Il donne ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

MAIS LA PETITE BOURGEOISIE PEUT TROUVER AUSSI UN CHEF DANS LA PERSONNE DU PROLETARIAT.

Elle l'a montré en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Mais le parti du prolétariat ne s'y montra pas à la hauteur de sa tâche historique.

Pour amener à lui la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Et pour cela, il doit avoir lui-même confiance en sa force.

Il lui faut avoir un clair programme d'action et être prêt à lutter pour le pouvoir par tous les moyens possibles. Soudé par son parti révolutionnaire pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petits gens des villes : **« Je lutte pour le pouvoir; voici mon programme; je suis prêt à m'entendre avec vous pour des changements dans ce programme; je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais; mais avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné ».** Un tel langage, le paysan le comprendra. Il faut seulement qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir.

OR, POUR CELA, IL FAUT EPURER LE FRONT UNIQUE DE TOUTE EQUIVOQUE, DE TOUTE INDECISION, DES PHRASES CREUSES ; IL FAUT COMPRENDRE LA SITUATION ET SE METTRE SERIEUSEMENT SUR LA VOIE REVOLUTIONNAIRE.

VIII

UNE ALLIANCE AVEC LES RADICAUX SERAIT UNE ALLIANCE CONTRE LES CLASSES MOYENNES

Renaudel, Frossard et leurs semblables s'imaginent sérieusement qu'une alliance avec les radicaux, c'est une alliance avec les « classes moyennes » et, par conséquent, une barrière contre le fascisme. Ces gens ne voient rien d'autre que les ombres parlementaires. Ils ignorent l'évolution réelle des masses et se tournent vers le parti radical, qui se survit, alors que celui-ci entre temps leur a tourné le derrière. Ils pensent que, dans une époque de grande crise sociale, une alliance des classes mises en mouvement peut être remplacée par un bloc avec une clique parlementaire compromise et vouée à la perte. Une alliance véritable du prolétariat et des classes moyennes, c'est une question non pas de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire.

CETTE ALLIANCE, IL FAUT LA CREER, LA FORGER DANS LA LUTTE.

Tout le fond de la situation politique actuelle est dans le fait que la petite bourgeoisie désespérée commence à se débarrasser du joug de la discipline parlementaire et de la tutelle de la clique « radicale » conservatrice, qui a toujours trompé le peuple et l'a maintenant définitivement trahi. Se lier dans cette situation aux radicaux, signifie se condamner au mépris des masses et pousser la petite bourgeoisie dans l'étreinte du fascisme, comme le seul sauveur.

Le parti ouvrier doit s'occuper non pas d'une tentative sans espoir de sauver le parti des banqueroutiers; il doit, au contraire, de toutes ses forces, accélérer le processus d'affranchissement des masses de l'emprise radicale. Plus il mettra de zèle et de hardiesse à accomplir ce travail, et plus il préparera véritablement et rapidement l'alliance de la classe ouvrière avec la petite bourgeoisie. Il faut prendre les classes dans leur mouvement. Il faut se régler sur leur tête, et non sur leur queue. L'histoire travaille maintenant rapidement. Malheur à qui reste sur place !

Frossard veut espérer que l'alliance des socialistes avec les radicaux aboutira à un gouvernement de « gauche », qui dissoudra les organisations fascistes et sauvera la République. Il est difficile d'imaginer un amalgame plus monstrueux d'illusions démocratiques et de cynisme policier. Quand nous disons, — nous en parlerons en détail plus bas — **qu'il faut une milice du peuple,** Frossard et ses semblables objectent : **« Contre le fascisme, il faut lutter non pas avec des moyens physiques, mais idéologiques ».** Quand nous disons : seule une mobilisation hardie des masses, qui n'est possible que dans une lutte contre le radicalisme, est capable de miner le terrain sous les pieds du fascisme, les mêmes gens nous répliquent : **« Non, seule peut nous sauver la police du gouvernement Daladier-Frossard ».**

Pitoyable bredouillement ! Les radicaux ont eu le pouvoir et, s'ils ont consenti à le céder à Doumergue, ce n'est pas parce qu'il leur manquait l'aide de Frossard, mais parce qu'ils craignaient le fascisme, qu'ils craignaient la grande bourgeoisie qui les menaçait des rasoirs royalistes, qu'ils craignaient encore plus le prolétariat, qui commençait à se dresser contre le fascisme. Pour comble de scandale, c'est Frossard lui-même qui, effrayé de l'effroi des radicaux, conseilla à Daladier de capituler !

Si on admet pour un instant — hypothèse manifestement invraisemblable ! — que les radicaux aient consenti à rompre l'alliance avec Doumergue pour l'alliance avec Frossard, les bandes fascistes, cette fois avec la collaboration directe de la police, seraient descendues trois fois plus nombreuses dans la rue, et les radicaux ensemble avec Frossard se seraient fourrés sous les tables ou se seraient cachés dans les réduits les plus secrets de leurs ministères.

Mais faisons encore une hypothsèe fantastique : la police de Daladier-Frossard « désarme » les fascistes. Est-ce que cela résoud la questiion ? Et qui désarmera la même police, qui, de la main droite, rendra aux fascistes ce qu'elle leur aurait pris de la main gauche ? La comédie du désarmement par la police n'aurait fait qu'accrotre l'autorité des fascistes, en tant que combattant contre l'état capitaliste. Des coups contre les bandes fascistes ne peuvent être réels que dans la mesure où ces bandes sont en même temps isolées politiquement.

Pourtant, le gouvernement Daladier-Frossard ne donnerait rien ni aux ouvriers ni aux masses petites bourgeoises, car il ne pourrait attenter aux fondements de la propriété privée. Et sans expropriation des banques, des grandes entreprises commerciales, des industries-clés, des transports, sans monopole du commerce extérieur et sans une série d'autres mesures profondes, il n'est nullement possible de venir en aide au paysan, à l'artisan, au petit commerçant. Par sa passivité, son impuissance, son mensonge, le gouvernement Daladier-Frossard provoquerait une tempête de révolte dans la petite bourgeoisie et la pousserait définitivement sur la voie du fascisme, si... si ce gouvernement était possible.

Il faut pourtant reconnaitre que Frossard n'est pas seul. Le même jour (24 octobre) où le modéré Zyromski intervenait dans le « Populaire » contre la tentative de Frossard de faire renaitre le cartel, Cachin intervenait dans l' « Humanité » pour défendre l'idée d'un bloc avec les radicaux-socialistes. Lui, Cachin, saluait avec enthousiasme le fait que les radicaux s'étaient prononcés pour le « désarmement » des fascistes.

Certes, les radicaux se sont prononcés pour le désarmement de tous, y compris les organisations ouvrières. Certes, dans les mains de l'Etat bonapartiste, une telle mesure serait dirigée surtout contre les ouvriers. Certes, les fascistes « désarmés » recevraient le lendemain le double d'armes, non sans l'aide de la police. Mais à quoi bon se faire de la peine avec de sombres réflexions ? Tout homme a besoin d'espoir. Et voilà Cachin qui va sur les traces de Wels et d'Otto Bauer, qui attendirent aussi en leur temps le désarmement par la police de Brüning et de Dollfuss.

Faisant un tournant de 180°, Cachin identifie les radicaux aux classes moyennes. Les paysans opprimés, il ne les voit qu'à travers le prisme du radicalisme. L'alliance avec les petits propriétaires travailleurs, il ne se la représente pas autrement que sous la forme d'un bloc avec les affairistes parlementaires qui commencent, enfin, à perdre la confiance des petits propriétaires.

Au lieu de nourrir et d'attiser la révolte commençante du paysan et de l'artisan contre les exploiteurs « démocratiques » et de diriger cette révolte sur la voie d'une alliance avec le prolétariat, Cachin s'apprête à soutenir les banqueroutiers radicaux de l'autorité du « front commun » et de pousser ainsi la révolte de la petite bourgeoisie la plus exploitée sur la voie du fascisme.

La nonchalance théorique se venge toujours cruellement dans la politique révolutionnaire. L' « antifascisme » comme le fascisme, ce ne sont pas pour les staliniens des conceptions concrètes, mais deux grands sacs vides où ils fourrent tout ce qui leur tombe sous la main. Doumergue est pour eux un fasciste, comme auparavant Daladier lui aussi fut pour eux un fasciste. En fait, Doumergue est un exploiteur capitaliste de l'aile fasciste de la petite bourgeoisie, comme Herriot est un exploiteur de la petite bourgeoisie radicale. Actuellement ces deux systèmes se combinent dans le régime bonapartiste. Doumergue aussi est à sa manière un « antifasciste », car il préfère une dictature « paisible », militaire et policière, du grand capital à une guerre civile avec une issue toujours incertaine. Par frayeur devant le fascisme et encore plus devant le prolétariat, l' « antifaciste » Daladier s'est joint à Doumergue. Mais le régime de Doumergue est inconcevable sans l'existence des bandes fascistes. L'analyse marxiste élémentaire démontre ainsi **LA COMPLETE INCONSISTANCE DE L'IDEE DE L'ALIANCE AVEC LES RADICAUX CONTRE LE FASCISME !**

Les radicaux eux-mêmes prennent le souci de montrer en fait combien fantastiques et réactionnaires sont les chimères politiques de Frossard et de Cachin.

IX

LA MILICE DU PEUPLE ET SES ADVERSAIRES

Pour lutter, il faut conserver et renforcer les instruments et les moyens de lutte : les organisations, la presse, les réunions, etc. Tout cela, le fascisme le menace directement et immédiatement. Il est encore trop faible pour se mettre à la lutte directe pour le pouvoir; mais il est assez fort pour tenter d'abattre les organisations ouvrières morceau par morceau, pour tremper dans ces attaques ses bandes, semer dans les rangs ouvriers l'accablement et le manque de confiance dans leurs forces.

Le fascisme trouve des auxiliaires inconscients dans la personne de tous ceux qui disent que la « lutte physique » est inadmissible et sans espoir et réclament de Doumergue le désarmement de ses gardes fascistes. **Rien n'est si dangereux pour le prolétariat, surtout dans les conditions actuelles, que le poison sucré des faux espoirs. Rien n'accroit autant l'insolence des fascistes que le « pacifisme » mollasse des organisations ouvrières. Rien ne détruit autant la confiance des classes moyennes dans le prolétariat que la passivité expectante, que l'absence de volonté de lutte.**

Le « Populaire » et surtout l' « Humanité » écrivent chaque jour : « Le front unique, c'est une barrière contre le fascisme », « le front unique ne permettra pas », « les fascistes n'oseront pas », et ainsi de suite. Ce sont des phrases. Il faut dire carrément aux ouvriers, socialistes et communistes : **Ne permettez pas aux journalistes et aux orateurs superficiels et irresponsables de vous bercer avec des phrases. IL S'AGIT DE NOS TETES ET DE L'AVENIR DU SOCIALISME.** Ce n'est pas nous qui nions l'importance du front unique: Nous l'exigions alors que les chefs des deux partis étaient contre lui. Le front unique ouvre d'énormes possibilités. Mais rien de plus. En lui-même, le front unique ne décide rien. Seule la lutte des masses décide. Le front unique s'avèrera une grande chose, lorsque les détachements communistes viendront en aide aux détachements socialistes — et inversement — au cas d'une attaque des bandes fascistes contre le « Populaire » ou l' « Humanité ». **MAIS POUR CELA, LES DETACHEMENTS DE COMBAT PROLETARIENS DOIVENT EXISTER, S'EDUQUER, S'EXERCER, S'ARMER.** Et s'il n'y a pas d'organisation de défense, c'est-à-dire de **milice du peuple,** le « Populaire et l'« Humanité » pourront écrire autant d'articles qu'ils voudront sur la toute-puissance du front unique, les deux journaux se trouveront sans défense devant la première attaque bien préparée des fascistes.

Nous nous proposons de faire l'examen critique des « arguments » et des « théories » des adversaires de la milice du peuple, qui sont très nombreux et très influents dans les deux partis ouvriers.

— **Il nous faut l'auto-défense de masse, et non la milice,** nous dit-on souvent. Mais qu'est-ce que cette « auto-défense de masse » ? Sans organisation de combat ? Sans cadres spécialisés ? Sans armement ? Resées à elles-mêmes, la défense contre le fascisme, ce serait jouer un rôle incomparablement plus bas que le

c'est inévitablement le fascisme

ne s'empare pas du pouvoir

rôle de Ponce-Pilate. **NIER LE ROLE DE LA MILICE, C'EST NIER LE ROLE DE L'AVANT-GARDE.** Alors pourquoi un parti ? Sans le soutien des masses, la milice n'est rien. Mais sans détachements de combat organisés, la masse la plus héroïque sera écrasée, morceau par morceau, par les bandes fascistes.

— **Appeler à l'organisation de la milice,** disent certains adversaires, certes peu sérieux et peu honnêtes, **c'est de la « provocation ».** Ce n'est pas un argument, mais une insulte. Si la nécessité de la défense des organisations ouvrières découle de toute la situation, comment peut-on donc ne pas appeler à la création de milices ? Peut-être veut-on nous dire que la création de milices « provoque » les attaques des fascistes et la répression du gouvernement. Alors, c'est un argument absolument réactionnaire. Le libéralisme a toujours dit aux ouvriers que par leur lutte de classes ils « provoquent » la réaction.

Les réformistes répétèrent cette accusation contre les marxistes ; les menchéviks contre les bolchéviks. Ces accusations se réduisent en fin de compte à cette pensée profonde que, si les opprimés ne remuaient pas, les oppresseurs ne seraient pas contraints de les battre. C'est la philosophie de Tolstoï et de Gandhi, mais aucunement celle de Marx et de Lénine. Si l'Humanité veut aussi désormais développer la doctrine de la « non-résistance au mal par la violence », il lui faut prendre pour symbole non pas la faucille et le marteau, emblême de la Révolution d'Octobre, mais la pieuse chèvre qui nourrit Gandhi de son lait.

— **Mais l'armement des ouvriers n'est opportun que dans une situation révolutionnaire qui n'existe pas encore.** Cet argument profond signifie que les ouvriers doivent se laisser battre jusqu'à ce que la situation devienne révolutionnaire. Ceux qui prêchaient hier la « troisième période » ne veulent pas voir ce qui s'est produit devant leurs yeux. La question elle-même de l'armement n'a surgi pratiquement que parce que la situation « pacifique », « normale », « démocratique » a fait place à une situation agitée, critique et instable, qui peut aussi bien se changer en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

Cette alternative dépend avant tout de ceci : LES OUVRIERS AVANCES SE LAISSERONT-ILS BATTRE IMPUNEMENT MORCEAU PAR MORCEAU OU BIEN A CHAQUE COUP REPONDRONT-ILS PAR DEUX COUPS, ELEVANT LE COURAGE DES OPPRIMES ET LES UNISSANT AUTOUR D'EUX. UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE NE TOMBE PAS DU CIEL. ELLE SE FORME AVEC LA PARTICIPATION ACTIVE DE LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE ET DE SON PARTI.

C'est une sottise de dire que par elle-même l'organisation de la milice mène sur la voie des aventures, provoque l'ennemi, remplace la lutte politique par la lutte physique, etc. Dans toutes ces phrases il n'y a rien d'autre que de la couardise politique.

LA MILICE EN TANT QUE FORTE ORGANISATION DE L'AVANT-GARDE, EST EN FAIT LE MOYEN LE PLUS SUR CONTRE LES AVENTURES, CONTRE LE TERRORISME INDIVIDUEL, CONTRE LES SANGLANTES EXPLOSIONS SPONTANEES.

La milice est en même temps le seul moyen sérieux de réduire au minimum, la guerre civile que le fascisme impose au prolétariat. Que seulement les ouvriers, malgré l'absence de « situation révolutionnaire », corrigent quelquefois à leur gré les « fils à papa » patriotes, et le recrutement de nouvelles bandes fascistes deviendra du coup incomparablement plus difficile.

Contre le fatalisme des bureaucrates

Mais ici les stratèges, embrouillés dans leur propre raisonnement, sortent contre nous des arguments encore plus stupéfiants. Nous lisons textuellement : « Si **nous répondons aux coups de revolver des bandes fascistes par d'autres coups de revolver,** écrit l'Humanité du 23 octobre, **nous perdons de vue que le fascisme est l eproduit du régime capitaliste et qu'en luttant contre le fascisme, c'est tout le système que nous visons** ». Il est difficile d'accumuler en quelques lignes plus de confusion et plus d'erreurs. Impossible de se défendre contre les fascistes, parce qu'ils représentent... « un produit du régime capitaliste ». Cela veut dire qu'il faut renancer à toute lutte, car tous les maux sociaux contemporains représentent des « produits du système capitaliste ».

Quand les fascistes tuent un révolutionnaire ou incendient le siège d'un journal prolétarien, les ouvriers doivent constater philosophiquement : « Ah ! les meurtres et les incendies sont les produits du système capitaliste », et rentrer chez eux la conscience tranquille. A la théorie militante de Marx, est substituée une prostration fataliste, au seul avantage de l'ennemi de classe. La ruine de la petite bourgeoisie est, bien entendu, le produit du capitalisme. La croissance des bandes fascistes est, à son tour, le produit de la ruine de la petite bourgeoisie. Mais, d'un autre côté, l'accroissement de la misère et de la révolte du prolétariat sont aussi les produits du capitalisme, et la milice, à son tour, est le produit de l'exacerbation de la lutte des classes. Pourquoi donc pour les « marxistes » de l' « Humanité », les bandes fascistes sont-elles le produit légitime du capitalisme, et la milice du peuple, le produit illégitime des... trotskystes ? Décidément, il est impossible d'y rien comprendre.

Il faut, nous dit-on, **viser tout le « système ».** Comment ? Par dessus la tête des êtres humains ? Pourtant, les fascistes dans les différents pays ont commencé par des coups de revolver et ont fini par la destruction de tout le « système » des organisations ouvrières. Comment donc arrêter l'offensive armée de l'ennemi, sinon par une défense armée, pour ensuite, à notre tour, passer à l'offffensive ?

La Milice encadre les masses, sans s'isoler d'elles

Certes, l' « Humanité » admet maintenant en paroles la défense, mais seulement en tant qu' « auto-défense de masse » : la milice est nuisible, parce que, voyez-vous, elle coupe des masses les détachements de combat. Mais pourquoi donc chez les fascistes existe-t-il des détachements armés indépendants, qui ne se coupent des masses réactionnaires, mais, au contraire, par leurs coups bien organisés élèvent le courage de la masse et renforcent son audace ? Peut-être la masse prolétarienne par ses qualités combatives serait-elle inférieure à la petite bourgeoisie déclassée ?

Pas de groupes d'autodéfense sans armes

Embrouillée jusqu'au bout, l'**Humanité** commence à hésiter : voilà que l'auto-défense de masse a besoin de créer ses « groupes d'auto-défense ». Au lieu de la milice répudiée on met des groupes spéciaux, des détachements. Il semble à première vue que la différence ne serait que dans le nom. Certes, même le nom proposé par l' « Humanité » ne vaut rien. On peut parler d' « auto-défense de masse », mais il est impossible de parler de « groupes d'auto-défense », car les groupes ont pour but de défendre non pas eux-mêmes, mais les organisations ouvrières. Cependant, il ne s'agit pas, bien entendu, du nom. **Les « groupes d'autodéfense » doivent,** de l'avis de l' « Humanité », **renoncer à l'emploi d'armes, pour ne pas tomber dans le « putschisme ».** Ces sages traitent la classe ouvrière comme un enfant à qui il ne faut pas laisser un rasoir entre les mains. D'ailleurs, les rasoirs, comme on sait, sont le monopole des camelots du roi, qui, étant un légitime « produit du capitalisme », ont renversé à l'aide de rasoirs le « système » de la démocratie. Pourtant, comment les « groupes d'auto-défense » vont-ils se défendre contre les revolvers fascistes ? « Idéologiquement », bien entendu. Autrement dit : **il ne leur reste qu'à se cacher.** N'ayant pas ce qu'il faut entre les mains, ils doivent chercher l' « auto-défense » dans leurs pieds. Et les fascistes pendant ce temps saccageront impunément les organisations ouvrières. Mais si le prolétariat subit une terrible défaite, en revanche il ne se rendra pas coupable de « putschisme ». Du dégoût et du mépris, voilà ce que provoque ce bavardage de poltron sous le drapeau du « bolchévisme ».

Du putschisme de la 3e période à l'opportunisme actuel

Déjà lors de la « troisième période » d'heureuse mémoire, quand les stratèges de l' « Humanité » avaient le délire des barricades, « conquerraient » chaque jour la rue et traitaient de « social-fascistes », tous ceux qui ne partageaient pas leurs extravagances, nous prédisions : « Dès l'instant où ces gens se seront brûlé le bout des doigts, ils deviendront les pires opportunistes ». La prédiction s'est maintenant complètement confirmée. Au moment où dans le parti socialiste, se renforce et croit le mouvement en faveur de la milice, les chefs du parti qu'on appelle communiste courent prendre la lance d'incendie pour refroidir les aspirations des ouvriers avancés à se former en colonnes de combat. **Peut-on se figurer un travail plus néfaste et plus démoralisant ?**

X

IL FAUT BATIR LA MILICE DU PEUPLE

Dans les rangs du Parti Socialiste, il arrive d'entendre parfois cette objection : « **Il faut faire la milice, mais il n'est pas besoin d'en parler tout haut** ». On ne peut que féliciter les camarades qui ont le souci de soustraire le côté pratique de l'affaire aux yeux et aux oreilles importuns. Mais il est trop naïf de penser qu'on puisse créer la milice insensiblement, secrètement, entre quatre murs. Il nous faut des dizaines et ensuite des centaines de milliers de combattants. Ils ne viendront que si des millions d'ouvriers et d'ouvrières, et derrière eux les paysans aussi, comprennent la nécessité de la milice et créent, autour des volontaires, une atmosphère de sympathie ardente et de soutien actif. La conspiration peut et doit envelopper uniquement le côté **technique** de l'affaire. Mais quant à la campagne **politique,** elle doit se développer ouvertement, dans les réunions, dans les usines, dans les rues et sur les places publiques.

Grouper les ouvriers de toutes tendances sur le lieu du travail

Les cadres fondamentaux de la milice doivent être des ouvriers d'usine, groupés suivant le lieu de travail, se connaissant l'un l'autre, et pouvant protéger leurs détachements de combat contre la provocation des agents de l'ennemi beaucoup plus facilement et beaucoup plus sûrement que les bureaucrates les plus élevés. Des états-majors conspiratifs sans mobilisation ouverte des masses resteront au moment du danger suspendus en l'air. Il faut que toutes les organisations ouvrières se mettent à l'œuvre. Dans cette question, il ne peut y avoir de ligne de démarcation entre les partis ouvriers et les syndicats. La main dans la main ils doivent mobiliser les masses. Le succès de la milice du peuple sera alors pleinement assuré.

Mais où donc les ouvriers vont-ils prendre des armes? objectent les solides « réalistes », c'est-à-dire les philistins effrayés. **C'est que l'ennemi de classe a des fusils, des canons, des tanks, des gaz, des avions. Et les ouvriers, des centaines de revolvers et des couteaux de poche ?**

Dans cette objection, tout arrive en tas pour effrayer les ouvriers. D'un côté nos sages identifient l'armement des fascistes à l'armement de l'Etat; de l'autre, ils se tournent vers l'Etat en lui demandant de désarmer les fascistes. Remarquable logique ! En fait, leur position est fausse dans les deux cas. En France, les fascistes sont encore loin de s'emparer de l'Etat. Le 6 février, ils sont entrés en conflit armé avec la police de l'Etat. C'est pourquoi il serait faux de parler de canons et de tanks, quand il s'agit **immédiatement** de lutte armée contre les fascistes. Les fascistes, bien entendu, sont plus riches que nous, il leur est plus facile d'acheter des armes. Mais les ouvriers sont plus nombreux, plus décidés, plus dévoués, du moins, quand ils sentent une ferme direction révolutionnaire.

ENTRE AUTRES SOURCES, LES OUVRIERS PEUVENT S'ARMER AUX DEPENS DES FASCISTES, EN LES DESARMANT SYSTEMATIQUEMENT.

C'est maintenant une des plus sérieuses formes de la lutte contre le fascisme. Quand les arsenaux ouvriers commenceront à se remplir au compte des dépôts fascistes, les banques et les trusts deviendront plus prudents pour financer l'armement de leurs gardes assassins. On peut même admettre que dans ce cas, — **mais dans ce cas seulement** — les autorités alarmées commenceront réellement à empêcher l'armement des fascistes pour ne pas procurer une source supplémentaire d'armement aux ouvriers. On sait depuis longtemps que seule une tactique révolutionnaire engendre, comme produit accessoire, des « réformes », ou des concessions du gouvernement.

Mais comment donc désarmer les fascistes ? Naturellement, il est impossible de le faire uniquement au moyen de seuls articles de journaux. Il faut créer des escouades de combat. Il faut créer les états-majors de la milice. Il faut instituer un bon service de renseignement. Des milliers d'informateurs et d'auxilliaires bénévoles arriveront de tous côtés, quand ils apprendront que l'affaire est sérieusement arrangée par nous.

IL FAUT UNE VOLONTE D'ACTION PROLETARIENNE.

Mais les armements fascistes ne sont pas bien entendu, l'unique source. En France, il y a plus d'un million d'ouvriers organisés. A généralement parler, c'est très peu. Mais c'est pleinement suffisant pour établir un commencement de milice du peuple. Si les partis et les syndicats armaient seulement le dixième de leurs membres, cela ferait déjà une milice de 100.000 hommes. Il n'y a aucun doute que le nombre des volontaires, le lendemain de l'appel du « front unique » pour la milice, dépasserait de loin ce nombre. Les contributions des partis et des syndicats, les collectes et les souscriptions volontaires donneraient la possibilité, au cours d'un mois ou deux, d'assurer des armes à 100.000 ou 200.000 combattants ouvriers. La racaille fasciste mettrait immédiatement la queue entre les jambes. Toute la perspective du développement deviendrait incomparablement plus favorable.

Invoquer l'absence d'armement ou d'autres causes objectives pour expliquer pourquoi jusqu'à maintenant on ne s'est pas mis à la création de la milice, c'est tromper soi-même et les autres. Le principal obstacle, on peut dire le seul obstacle, a sa racine dans le caractère conservateur et passif des dirigeants des organisations ouvrières. Les sceptiques que sont les chefs ne croient pas à la force du prolétariat. Ils mettent leur espoir en toute sorte de miracles d'en-haut, au lieu de donner une issue révolutionnaire à l'énergie d'en-bas. Les ouvriers socialistes doivent forcer leurs chefs soit à passer immédiatement à la création de la milice du peuple, soit à céder la place à des forces plus jeunes et plus fraiches.

XI

L'ARMEMENT DU PROLETARIAT

Une grève est inconcevable sans propagande et sans agitation, mais aussi sans piquets qui, où ils le peuvent, agissent par la persuasion, mais, où ils y sont contraints, ont recours à la force physique. La grève est la forme la plus élémentaire de la lutte de classes, laquelle combine toujours, en des proportions diverses, les procédés « idéologiques » aux procédés physiques. La lutte contre le fascisme est, dans son fond, une lutte politique, qui a besoin, pourtant, d'une milice, comme la grève a besoin de piquets. **Au fond le piquet, c'est l'embryon de la milice ouvrière.** Celui qui pense qu'il faut renoncer à la lutte physique doit renoncer à toute lutte, car l'esprit ne vit pas sans la chair.

Suivant la magnifique expression du grand théoricien militaire Clausewitz, **la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens.** Cette définition convient pleinement aussi à la guerre civile. La lutte physique n'est qu'un « autre moyen » de la lutte politique. Il est impossible de les opposer l'une à l'autre, car il est impossible d'arrêter à volonté la lutte politique quand elle se transforme, par la force des nécessités internes, en lutte physique.

LE DEVOIR D'UN PARTI REVOLUTIONNAIRE EST DE PREVOIR L'INELUCTABILITE DE LA TRANSFORMATION DE LA POLITIQUE EN CONFLIT ARME DECLARE ET, AVEC TOUTES SES FORCES, DE SE PREPARER POUR CE MOMENT COMME S'Y PREPARENT LES CLASSES DOMINANTES.

Les détachements de milice pour la défense contre le fascisme sont les premiers pas sur la voie de l'armement du prolétariat, mais non pas le dernier. Notre mot d'ordre est :

ARMEMENT DU PROLETARIAT ET DES PAYSANS REVOLUTIONNAIRES.

La milice du peuple doit, en fin de compte, embrasser tous les travailleurs. Remplir ce programme **complètement,** on ne le pourra que dans l'Etat ouvrier, dans les mains duquel passeront tous les moyens de production, et par conséquent aussi les moyens de destruction, c'est-à-dire tous les armements et toutes les usines qui les produisent.

Pourtant, il est impossible d'arriver à l'Etat ouvrier les mains vides. D'une voie pacifique, constitutionnelle vers le socialisme ne peuvent parler maintenant que des invalides politiques, dans le genre de Renaudel. La voie constitutionnelle est coupée par des tranchées occupées par les bandes fascistes. Il y a pas mal de ces tranchées devant nous. La bourgeoisie ne reculera pas même devant une douzaine de coups d'Etat, à l'aide de la police et de l'armée, pourvu que le prolétariat n'arrive pas au pouvoir.

UN ETAT OUVRIER SOCIALISTE NE PEUT ETRE CREE AUTREMENT QUE PAR LA VOIE D'UNE REVOLUTION VICTORIEUSE.

Toute révolution est préparée par la marche du développement économique et politique, mais elle se décide toujours par des conflits armés déclarés entre les classes hostiles. Une victoire révolutionnaire ne devient possible que grâce à une longue agitation politique, un long travail d'éducation, une longue organisation des masses.

MAIS LE CONFLIT ARME LUI-MEME DOIT ETRE EGALEMENT PREPARE LONGTEMPS A L'AVANCE.

Les ouvriers doivent savoir qu'il leur faudra se battre dans une lutte à mort. Ils doivent tendre à avoir des armes, comme un gage de leur affranchissement.

DANS UNE EPOQUE AUSSI CRITIQUE QUE L'EPOQUE ACTUELLE, LE PARTI DE LA REVOLUTION DOIT PRECHER INLASSABLEMENT AUX OUVRIERS LA NECESSITE DE S'ARMER ET DOIT TOUT FAIRE POUR ASSURER L'ARMEMENT, AU MOINS, DE L'AVANT-GARDE PROLETARIENNE. SANS CELA LA VICTOIRE EST IMPOSSIBLE.

— **Mais où donc prendrez-vous des armes pour tout le prolétariat ?** objectent de nouveau des sceptiques, qui prennent leur inconscience intérieure pour une impossibilité objective. Ils oublient que la même question s'est posée devant toute révolution tout au long de l'histoire. Et malgré tout les révolutions victorieuses marquent des étapes importantes dans le développement de l'humanité.

Le prolétariat produit les armes, les transporte, construit les bâtiments où elles sont déposées, défend ces bâtiments contre lui-même, sert dans l'armée et crée tout l'équipement de celle-ci. Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypnose de la domination de classe, le poison nationaliste.

IL SUFFIT DE DETRUIRE CES MURS PSYCHOLOGIQUES, — ET AUCUN MUR DE PIERRE NE RESISTERA. IL SUFFIT QUE LE PROLETARIAT VEUILLE DES ARMES, — ET IL LES TROUVERA. LA TACHE DU PARTI REVOLUTIONNAIRE EST D'EVEILLER EN LUI CETTE VOLONTE ET DE FACILITER SA REALISATION.

Mais voilà que Frossard et des centaines de parlementaires, de journalistes et de fonctionnaires syndicaux apeurés lancent leur dernier argument, le plus pesant : « **Est-ce que des gens sérieux peuvent en général mettre leurs espoirs dans les succès de la lutte physique après les dernières expériences tragiques d'Autriche et d'Espagne ? Songez à la technique actuelle : des tanks ! des gaz !! des aéroplanes !!!** » Cet argument démontre seulement que quelques « gens sérieux » non seulement ne veulent rien apprendre, mais qu'avec la peur ils oublient le peu qu'ils ont appris autrefois.

L'histoire de ces vingt dernières années démontre, d'une façon particulièrement claire, que les problèmes fondamentaux dans les relations entre les classes, comme aussi entre les nations, se résolvent par la force physique. Les pacifistes ont espéré longtemps que l'accroissement de la technique militaire rendrait la guerre impossible. Les philistins depuis de nombreuses dizaines d'années ont répété que l'accroissement de la technique militaire rendrait la révolution impossible. Pourtant, les guerres et les révolutions vont leur train. Jamais il n'y a eu autant de révolutions, y compris de révolutions victorieuses, que depuis la dernière guerre, qui a dévoilé toute la force de la technique militaire.

Sous la forme des découvertes les plus nouvelles, Frossard et Cie présentent de vieux clichés, se bornant à invoquer, au lieu des fusils automatiques et des mitrailleuses, les tanks et les avions de bombardement. Nous répondons : DERRIERE CHAQUE MACHINE, IL Y A DES HOMMES QUI SONT LIES PAR DES LIENS NON SEULEMENT TECHNIQUES, MAIS AUSSI SOCIAUX ET POLITIQUES. Quand le développement historique pose devant la société une tâche inéluctable, comme une question de vie ou de mort, quand il existe une classe progressive à la victoire de laquelle est lié le salut de la société, — alors la marche même de la lutte politique ouvre devant la classe révoutionnaire les possibilités les plus diverses : tantôt paralyser la force militaire de l'ennemi, tantôt s'en emparer, au moins partiellement. A la conscience d'un philistins ces possibilités se présentent toujours comme des « succès occasionnels », qui ne se répéteront plus jamais. En fait, dans les combinaisons les plus inattendues, mais pleinement naturelles au fond, des possibilités de toute sorte s'ouvrent dans toute grande révolution véritablement populaire. Mais la victoire ne vient pas, malgré tout, d'elle-même.

POUR UTILISER DES POSSIBILITES FAVORABLES, IL FAUT UNE VOLONTE REVOLUTIONNAIRE, UNE FERME RESOLUTION DE VAINCRE, UNE DIRECTION HARDIE ET PERSPICACE.

L' « Humanité » admet en paroles le mot d'ordre de l' « armement des ouvriers », mais seulement pour y renoncer en fait. **Actuellement, dans la période présente,** selon l'affirmation de ce journal, **il est inadmissible de lancer un mot d'ordre, qui n'est opportun qu' « en pleine crise révolutionnaire ».** Il est dangereux de charger votre fusil, dit le chasseur trop « prudent », tant que ne s'est pas montré le gibier. Mais quand le gibier se montre, il est un peu tard pour charger le fusil. Est-ce que les stratèges de l' « Humanité » pensent qu' « en pleine crise révolutionnaire » ils pourront, sans préparation, mobiliser et armer le prolétariat ? Pour se procurer beaucoup d'armes, il faut au moins une certaine quantité d'armes. Il faut des cadres militaires. Il faut le désir invincible des masses de s'emparer d'armes. Il faut un travail préparatoire ininterrompu, non pas seulement dans les salles de gymnastique, mais en liaison indissoluble avec la lutte quotidienne des masses. Cela veut dire :

IL FAUT IMMEDIATEMENT CONSTRUIRE LA MILICE ET EN MEME TEMPS MENER UNE PROPAGANDE EN FAVEUR DE L'ARMEMENT GENERAL DES OUVRIERS ET DES PAYSANS REVOLUTIONNAIRES.

XII

MAIS LES DEFAITES D'AUTRICHE ET D'ESPAGNE...

L'impuissance du parlementarisme dans les conditions de la crise de tout le système social du capitalisme est si évidente que les démocrates vulgaires dans le camp ouvrier (Renaudel, Frossard et leurs imitateurs) ne trouvent pas un argument pour défendre leurs préjugés pétrifiés. D'autant plus volontiers saisissent-ils tous les échecs et toutes les défaites subis sur la voie révolutionnaire. La marche de leur pensée est celle-ci : si le parlementarisme pur n'ouvre pas d'issue, avec la lutte armée non plus ça ne va pas mieux. Les défaites des insurrections prolétariennes d'Autriche et d'Espagne sont maintenant pour eux,

qui s'en emparera

Les détachements de combat prolétariens

bien entendu, un argument de choix. En fait, dans la critique de la méthode révolutionnaire, l'inconsistance théorique et politique des démocrates vulgaires apparaît encore plus clairement que dans leur défense des méthodes de la démocratie bourgeoise pourrissante.

Personne n'a dit que la méthode révolutionnaire assurait automatiquement la victoire. Ce qui décide, ce n'est pas la méthode en soi, mais sa juste application, l'orientation marxiste dans les événements, l'organisation puissante, la confiance des masses conquise par une longue expérience, une direction perspicace et hardie. L'issue de tout combat dépend du moment et des conditions du conflit, du rapport des forces. Le marxisme est bien loin de la pensée que le conflit armé est la seule méthode révolutionnaire, une panacée bonne dans toutes les conditions. Le marxisme en général ne connait pas de fétiches, ni parlementaires, ni insurrectionnels. Tout est bien à sa place et en son temps. Il y a une chose qu'on peut dire dès le début :

SUR LA VOIE PARLEMENTAIRE LE PROLETARIAT SOCIALISTE NULLE PART ET JAMAIS N'A ENCORE CONQUIS LE POUVOIR, ET NE S'EN EST MEME PAS RAPPROCHE.

Les gouvernements de Scheidemann, Hermann, Müller, Mac Donald n'avaient rien de commun avec le socialisme. La bourgeoisie n'a laissé venir les social-démocrates et les travaillistes au pouvoir qu'à la condition qu'ils défendent le capitalisme contre ses ennemis. Et ils ont rempli scrupuleusement cette condition. Le socialisme purement parlementaire, anti-révolutionnaire, n'a abouti nulle part et jamais, à un ministère socialiste; par contre, il a réussi à former de méprisables renégats, qui exploitèrent le parti ouvrier pour faire une carrière ministérielle : Millerand, Briand, Viviani, Laval, Paul-Boncour, Marquet.

D'autre part, il est montré par l'expérience historique que la méthode révolutionnaire peut mener à la conquête du pouvoir par le prolétariat : en Russie, en 1917, en Allemagne et en Autriche en 1918, en Espagne en 1930. En Russie, il y avait un puissant parti bolchévik qui, pendant de longues années, prépara la révolution et sut solidement s'emparer du pouvoir.

LES PARTIS REFORMISTES D'ALLEMAGNE, D'AUTRICHE ET D'ESPAGNE NE PREPARERENT PAS LA REVOLUTION ET NE LA DIRIGERENT PAS, MAIS LA SUBIRENT.

Effrayés par le pouvoir qui, contre leur gré, leur était tombé entre les mains, ils le passèrent bénévolement à la bourgeoisie. Par cette voie, ils minèrent la confiance du prolétariat en lui-même et, encore plus, la confiance de la petite bourgeoisie dans le prolétariat. Ils préparèrent les conditions de la croissance de la réaction fasciste, ils en tomberent victimes.

La guerre civile, avons-nous dit selon Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Cela veut dire : le résultat de la guerre civile dépend seulement pour 1/4, pour ne pas dire 1/10, de la marche de la guerre civile elle-même, de ses moyens techniques, de la direction purement militaire, et pour les 3/4, sinon pour les 9/10, de la préparation politique. En quoi consiste cette préparation politique ? Dans la cohésion révolutionnaire des masses, dans leur affranchissement des espoirs serviles en la clémence, la générosité, la loyauté des esclavagistes « démocratiques », dans l'éducation de cadres révolutionnaires, sachant braver l'opinion publique officielle et capables de montrer à l'égard de la bourgeoisie, ne fut-ce que le 1/10 de l'implacabilité que la bourgeoisie montre à l'égard des travailleurs. Sans cette trempe la guerre civile, quand les conditions l'imposeront, — **ET ELLES FINISSENT TOUJOURS PAR L'IMPOSER,** — se déroulera dans les conditions les plus défavorables pour le prolétariat, dépendra de beaucoup de hasards, puis, même en cas de victoire militaire, le pouvoir pourra échapper des mains du prolétariat. Qui ne voit pas que la lutte des classes mène inévitablement à un conflit armé est aveugle. Mais n'est pas moins aveugle celui qui derrière le conflit armé et son issue ne voit pas toute la politique préalable des classes en lutte.

A SUBI LA DEFAITE EN AUTRICHE NON PAS LA METHODE DE L'INSURRECTION, MAIS L'AUSTRO-MARXISME; EN ESPAGNE — LE REFORMISME PARLEMENTAIRE SANS PRINCIPES.

En 1918, la social-démocratie autrichienne derrière le dos du prolétariat transmit le pouvoir, qu'il avait conquis, à la bourgeoisie. En 1927, non seulement elle se détourna lâchement de l'insurrection prolétarienne qui avait toutes les chances de vaincre, mais dirigea le Schutzbund ouvrier contre les masses insurgées. Par là elle prépara la victoire de Dollfuss. Bauer et Cie disaient : « Nous voulons une évolution paisible; mais si l'ennemi perd la tête et nous attaque, alors... »

Cette formule apparait très « sage » et très « réaliste ». Malheureusement c'est sur ce modèle austro-marxiste que construit ses raisonnements Marceau Pivert aussi : « Si... alors ». En fait cette formule représente un piège pour les ouvriers; elle les tranquillise, les endort, les trompe. « Si » signifie : les formes de la lutte dépendent de la bonne volonté de la bourgeoisie, et non pas de l'absolue irréconciliabilité des intérêts de classes. « Si » signifie : si nous sommes paisibles, prudents, conciliants, la bourgeoisie sera loyale, et tout se passera paisiblement.

Courant après le fantôme « si », Otto Bauer et les autres chefs de la social-démocratie autrichienne reculèrent passivement devant la réaction, lui cédèrent une position après l'autre, démoralisèrent les masses, reculèrent de nouveau, jusqu'au moment où ils se trouvèrent définitivement acculés dans l'impasse; là, dans la dernière redoute, ils acceptèrent la bataille et la perdirent.

En Espagne, les événements passèrent par une autre voie, mais les causes de la défaite, au fond, sont les mêmes. Le Parti socialiste, comme les « socialistes-révolutionnaires » et les menchéviks russes, partagea le pouvoir avec la bourgeoisie républicaine, pour empêcher les ouvriers de mener la révolution jusqu'au bout. Durant deux années, les socialistes au pouvoir aidèrent la bourgeoisie à se débarrasser des masses par des miettes de réformes agraires, sociales et nationales. Contre les couches les plus révolutionnaires du peuple, les socialistes employèrent la répression.

Le résultat fut double. L'anarcho-syndicalisme qui, avec une juste politique du parti ouvrier, aurait fondu dans le feu de la révolution comme de la cire, en fait se renforça et souda autour de lui les couches combatives du prolétariat. A l'autre pôle, la démagogie socialo-catholique réussissait à exploiter le mécontentement des masses envers le gouvernement bourgeois-socialiste.

Quand le Parti Socialiste se trouva suffisamment compromis, la bourgeoisie le chassa du pouvoir et passa à l'offensive sur tout le front. Au Parti Socialiste il fallut se défendre dans les conditions extrêmement défavorables que lui avait préparées sa propre politique antérieure. La bourgeoisie avait déjà un appui de masse à droite. Les chefs anarcho-syndicalistes, qui commirent au cours de la révolution toutes les fautes tombant à la portée de la main de ces confusionnistes professionnels, refusèrent de soutenir l'insurrection, dirigée par les politiciens » traitres. Le mouvement ne prit pas un caractère général, mais sporadique. Le gouvernement porta ses coups sur les diverses cases de l'échiquier. La guerre civile ainsi imposée par la réaction se termina par la défaite du prolétariat.

De l'expérience espagnole, il n'est pas difficile de tirer une conclusion contre la participation socialiste à un gouvernement bourgeois. La conclusion est en soi indiscutable, mais absolument insuffisante. Le prétendu « radicalisme » austro-marxiste n'est nullement meilleur que le ministérialisme espagnol. La différence entre eux est technique, et non politique. Tous deux attendaient que la bourgeoisie leur rende « loyauté » pour « loyauté ». Et tous deux ont mené le prolétariat à des catastrophes.

EN ESPAGNE COMME EN AUTRICHE SUBIRENT LA DEFAITE NON PAS LES METHODES DE LA REVOLUTION, MAIS LES METHODES OPPORTUNISTES DANS UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE. CE N'EST PAS LA MEME CHOSE !

♣

Nous ne nous arrêterons pas ici sur la politique de l'Internationale Communiste en Autriche et en Espagne et nous renvoyons le lecteur aux collections de la « Vérité » des dernières années et à une série de brochures (1).

Dans une situation politique exceptionnellement favorable, les partis communistes autrichiens et espagnols, accablés par la théorie de la « troisième période », du « social-fascisme », etc., se trouvèrent voués à un isolement complet. Compromettant les méthodes de la révolution par l'autorité de « Moscou », ils barrèrent par cela même la voie à une politique véritablement marxiste, véritablement bolchevique. La propriété fondamentale de la révolution est de soumettre à un examen rapide et impitoyable toutes les doctrines et toutes les méthodes. Le châtiment suit presque immédiatement le crime.

LA RESPONSABILITE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE POUR LES DEFAITES DU PROLETARIAT EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE, EN ESPAGNE EST INCOMMENSURABLE. IL N'EST PAS SUFFISANT DE MENER UNE POLITIQUE « REVOLUTIONNAIRE » (EN PAROLES). IL FAUT UNE JUSTE POLITIQUE. PERSONNE N'A ENCORE TROUVE D'AUTRE SECRET DE VICTOIRE.

(1) Voir, en particulier, de Léon Trotsky : *L'Internationale Communiste après Lénine*, chez Rieder, 1930.

La crise autrichienne et le communisme, dans *Les problèmes de la Révolution allemande*, édité par la *Vérité*, 1931 :

La Révolution Espagnole et les tâches des Communistes, édité par la *Vérité*, 1931 ;

La Révolution Espagnole et les dangers qui la menacent, édité par la *Vérité*, 1931 ;

(Ces deux derniers documents sont reproduits dans *La Révolution Permanente*, chez Rieder, qui contient aussi des *Lettres* sur la crise espagnole.). On lira aussi avec fruit, quoique concernant plus particulièrement l'Allemagne, *Et Maintenant ?* et *La seule voie*, édités par la *Vérité*, 1932.

XIII

LE FRONT UNIQUE ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Nous avons déjà dit : le front unique des Partis Socialiste et Communiste renferme en soi de grandioses possibilités. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maitre de la France. Mais il doit le vouloir.

Le fait que Jouhaux et, en général, la bureaucratie de la C. G. T. se tiennent **EN DEHORS** du front unique, en conservant leur « indépendance », semble contredire ce que nous avançons. Mais c'est seulement à première vue. A une époque de grandes tâches et de grands dangers, qui dressent sur pied les masses, les cloisons entre les organisations politiques et syndicales du prolétariat disparaissent. Les ouvriers veulent savoir comment se sauver du chômage et du fascisme, comment conquérir leur indépendance envers le capital, et ils ne se soucient guère de l' « indépendance » de Jouhaux envers la politique prolétarienne (de la politique bourgeoise, Jouhaux est — hélas ! — fort dépendant). Si l'avant-garde prolétarienne, en la personne du Front Unique, trace justement la voie de la lutte, toutes les bornes établies par la bureaucratie syndicale seront renversées par le torrent vivant du prolétariat. **LA CLE DE LA SITUATION EST MAINTENANT DANS LE FRONT UNIQUE.** S'il ne se sert pas de cette clé, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué le front unique des menchéviks et des « socialistes-révolutionnaires » en 1917 en Russie, si... si les bolchéviks ne les en avaient empêchés.

Nous ne parlons pas des Partis Socialiste et Communiste en particulier parce que, politiquement, tous deux ont renoncé à leur indépendance en faveur du Front Unique. Dès que les deux partis ouvriers, qui se concurrençaient vivement dans le passé, ont renoncé à se critiquer l'un l'autre et à se conquérir l'un à l'autre des adhérents, par cela même ils ont cessé d'exister en tant que partis distincts. Invoquer les « divergences principielles » qui demeurent, ne change rien à l'affaire. Dès que les divergences principielles ne se manifestent pas ouvertement et activement, en un moment si plein de responsabilités qu'actuellement, elles cessent par cela même d'exister politiquement ; elles sont semblables aux trésors qui dorment au fond de l'océan. Le travail commun finira-t-il ou non par la fusion, nous ne voulons pas le prédire. Mais pour la présente période, qui a une importance décisive dans les destinées de la France, le Front Unique agit comme un parti inachevé, construit sur le principe fédéraliste.

Que veut le Front Unique ? Jusqu'à maintenant, il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant le Front Unique n'a même pas expliqué **comment** il pense lutter contre le fascisme. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non, nous avons un Front Unique qui embrasse presque toute l'activité publique des deux partis et exclut leur lutte réciproque pour conquérir la majorité du prolétariat. De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante est celle-ci : **LA LUTTE POUR LE POUVOIR.** Le but du Front Unique ne peut être qu'un gouvernement du Front Unique, c'est-à-dire **UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE, UN MINISTERE BLUM-CACHIN.**

Il faut le dire ouvertement. Si le Front Unique se prend au sérieux, — et c'est à cette seule condition que le prendront au sérieux les masses populaires, — il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous les moyens qui mènent au but.

LE FRONT UNIQUE NE RENONCE PAS A LA LUTTE PARLEMENTAIRE. MAIS IL UTILISE LE PARLEMENT AVANT TOUT POUR DEMASQUER L'IMPUISSANCE DU PARLEMENT ET EXPLIQUER AU PEUPLE QUE LE GOUVERNEMENT ACTUEL A UNE BASE EXTRA-PARLEMENTAIRE ET QU'ON NE PEUT LE RENVERSER QUE PAR UN PUISSANT MOUVEMENT DES MASSES.

La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'ouvre le régime bonapartiste semi-parlementaire, pour renverser ce régime par une poussée révolutionnaire, pour remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier.

Les dernières élections cantonales ont donné un accroissement de voix socialistes et surtout communistes. En lui-même ce fait ne règle rien. Le parti communiste allemand, à la veille de son effondrement, a eu un afflux incomparablement plus impétueux de voix. De nouvelles larges couches d'opprimés sont poussées à gauche par toute la situation, indépendamment même de la politique des partis extrêmes. Le Parti Communiste Français a gagné plus de voix car, par tradition, il reste, malgré toute sa politique conservatrice actuelle, l' « extrême-gauche ». Les masses ont manifesté par là leur tendance à donner une impulsion à gauche aux partis ouvriers, car les masses sont énormément plus à gauche que leurs partis. De cela témoigne aussi l'état d'esprit révolutionnaire de la Jeunesse Socialiste. Il ne faut pas oublier que la jeunesse représente le baromètre sensible de toute la classe et de son avant-garde !

Si le Front Unique ne sort pas de la passivité ou, pis encore, entreprend un roman indigne avec les radicaux, « à gauche » du Front Unique commenceront à se renforcer les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et autres groupements semblables de désagrégation politique. En même temps se renforcera l'indifférentisme, précurseur de la catastrophe.

PAR CONTRE, SI LE FRONT UNIQUE, EN ASSURANT SES DERRIERES ET SES FLANCS CONTRE LES BANDES FASCISTES, OUVRE UNE LARGE OFFENSIVE POLITIQUE SOUS LE MOT D'ORDRE DE CONQUETE DU POUVOIR, IL RENCONTRERA UN ECHO SI PUISSANT QU'IL DEPASSERA LES ATTENTES LES PLUS OPTIMISTES.

Ne pas comprendre cela, ne le peuvent que des bavards creux, pour qui les grands mouvements des masses resteront toujours le livre aux sept sceaux.

XIV

PAS UN PROGRAMME DE PASSIVITE, MAIS UN PROGRAMME DE REVOLUTION

La lutte pour le pouvoir doit partir de l'idée fondamentale que, si une opposition à une aggravation future de la situation des masses sur le terrain du capitalisme est encore possible, aucune amélioration réelle de leur situation n'est concevable sans incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste. La campagne du Front Unique doit s'appuyer sur un **programme de transition** bien élaboré, c'est-à-dire sur un système de mesures, qui — avec un gouvernement ouvrier et paysan — doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme (1).

Or, il faut un programme non pas pour tranquilliser sa conscience, mais pour mener une action révolutionnaire. Que vaut le programme, s'il reste lettre morte ? Le Parti Ouvrier Belge a adopté, par exemple, le pompeux plan De Man, avec toutes les « nationalisations »; mais quel sens cela a-t-il, s'il ne veut pas lever le petit doigt pour sa réalisation ? Les programmes du fascisme sont fantastiques, mensongers, démagogiques. **Mais le fascisme mène une lutte enragée pour le pouvoir.** Le socialisme peut lancer le programme le plus savant; mais sa valeur sera égale à zéro si l'avant-garde du prolétariat ne déploie pas une lutte hardie pour s'emparer de l'Etat. La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir. Le vieux maitre de la société est banqueroutier. Il faut un nouveau maitre.

SI LE PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE NE S'EMPARE PAS DU POUVOIR, C'EST INEVITABLEMENT LE FASCISME QUI S'EN EMPARERA !

Un programme de revendications transitoires pour les « classes moyennes » peut, naturellement, prendre une grande importance, si ce programme répond, d'une part, aux besoins réels des classes moyennes, de l'autre, aux exigences du développement vers le socialisme (2). Mais encore une fois, le centre de gravité ne se trouve pas actuellement dans un programme spécial. Les « classes moyennes » ont vu beaucoup de programmes.

CE QU'IL LEUR FAUT, C'EST AVOIR CONFIANCE QUE LE PROGRAMME SERA REALISE.

Au moment où le paysan se dira : « **Cette fois, il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas** ». — la cause du socialisme sera gagnée. Mais pour cela, il faut montrer, en fait, que nous sommes fermement prêts à briser tous les obstacles sur notre route.

Fin ci-contre

(1) Sur le contenu du programme lui-même nous ne nous arrêtons pas ici et renvoyons le lecteur à notre *Programme d'Action* édité en brochure (En vente à la *Vérité*, 1 fr.), qui représente le projet d'un tel programme de transition.

(2) Dans l'*Ecole émancipée*, le camarade G. Serret publie un intéressant questionnaire au sujet de la situation économique des différentes couches de la paysannerie et de leurs tendances politiques. Les instituteurs pourraient devenir des agents irremplaçables du Front Unique au village et jouer, dans la période qui vient, un rôle historique. Mais pour cela ils doivent sortir de leur coquille. Ce n'est vraiment pas le moment de se livrer à de petites expériences dans de petits laboratoires. *Les instituteurs révolutionnaires doivent rentrer dans le Parti Socialiste pour renforcer son aile révolutionnaire et le lier aux masses paysannes.* Il serait criminel de perdre du temps !

XV

POUR ASSURER LA VICTOIRE DU SOCIALISME

Il n'est pas besoin d'inventer des moyens de lutte; ils sont donnés par toute l'histoire du mouvement ouvrier mondial.

UNE CAMPAGNE CONCENTREE DE LA PRESSE OUVRIERE FRAPPANT SUR LE MEME CLOU; DES DISCOURS VERITABLEMENT SOCIALISTES A LA TRIBUNE PARLEMENTAIRE, NON PAS EN DEPUTES APPRIVOISES, MAIS EN CHEFS DU PEUPLE; L'UTILISATION DE TOUTES LES CAMPAGNES ELECTORALES AVEC DES BUTS REVOLUTIONNAIRES; DES MEETINGS REPETES, OU LES MASSES VIENNENT NON PAS SIMPLEMENT POUR ENTENDRE LES ORATEURS, MAIS RECEVOIR LES MOTS D'ORDRE ET LES DIRECTIVES DE L'HEURE; LA CREATION ET LE RENFORCEMENT DE LA MILICE DU PEUPLE; DES MANIFESTATIONS BIEN ORGANISEES, BALAYANT DE LA RUE LES BANDES REACTIONNAIRES; DES GREVES DE PROTESTATION; UNE CAMPAGNE OUVERTE POUR L'UNIFICATION ET L'ELARGISSEMENT DES RANGS DES SYNDICATS SOUS LE SIGNE D'UNE LUTTE DE CLASSES RESOLUE; DES ACTIONS OPINIATRES ET BIEN CALCULEES POUR LA CONQUETE DE L'ARMEE A LA CAUSE DU PEUPLE; DES GREVES PLUS LARGES; DES MANIFESTATIONS PLUS PUISSANTES; LA GREVE GENERALE DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CHAMPS; UNE OFFENSIVE GENERALE CONTRE LE GOUVERNEMENT BONAPARTISTE POUR LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

Pour préparer la victoire, il est encore temps. Le fascisme n'est pas encore devenu un mouvement de masse. La décomposition inévitable du radicalisme signifiera, pourtant, le rétrécissement de la base du bonapartisme, la croissance des camps extrêmes et le rapprochement du dénouement. Il ne s'agit pas d'années, mais de mois. Ce délai, assurément, n'est écrit nulle part. Il dépend de la lutte des forces vives, en premier chef de la politique du prolétariat et de son Front Unique.

Les forces potentielles de la révolution dépassent de beaucoup les forces du fascisme et en général de toute la réaction réunie. Les sceptiques qui pensent que tout est perdu doivent être impitoyablement chassés des rangs ouvriers. Les couches profondes font un écho vibrant à chaque mot hardi, à chaque mot d'ordre véritablement révolutionnaire. Les masses profondes veulent la lutte.

Ce n'est pas l'esprit de combinaison des parlementaires et des journalistes, mais la haine légitime et créatrice des opprimés pour les oppresseurs, qui est maintenant le seul facteur progressif de l'histoire. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur passion et à leur raison. Il faut rejeter cette fausse « prudence », qui est le pseudonyme de la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front Unique doit prendre pour devise la formule de Danton : « DE L'AUDACE, TOUJOURS DE L'AUDACE, ET ENCORE DE L'AUDACE ». Bien comprendre la situation et en tirer toutes les conclusions pratiques — hardiment, sans peur, jusqu'au bout — C'EST ASSURER LA VICTOIRE DU SOCIALISME.

Le Gérant: P.FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES
12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris.

doivent exister, s'éduquer, s'exercer, s'armer